

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 13/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRAMATOME ARC

ZA Maison Georges
50440 La Hague

Références : 2024-103
Code AIOT : 0005301807

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement FRAMATOME ARC implanté 6 RUE MAISON GEORGES BEAUMONT HAGUE 50440 LA HAGUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à une déclaration d'incident relatant la détection d'une fuite en fonds de cuvette de rétention de la chaîne de décapage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRAMATOME ARC
- 6 RUE MAISON GEORGES BEAUMONT HAGUE 50440 LA HAGUE
- Code AIOT : 0005301807
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Chaudronnerie industrielle dans les domaines du nucléaire et de la défense.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 12/02/2024, article R.512-69	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des investigations complémentaires doivent être menées par l'exploitant pour connaître l'ampleur des éventuelles infiltrations dans le sol, comme requis par l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/02/2024, article R.512-69
Thème(s) : Risques chroniques, Rapport et suites
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Une déclaration d'incident a été adressée à l'inspection, mi-janvier 2024, immédiatement après la découverte d'une fissure en fond de cuvette de rétention de la chaîne de décapage. En application du 2ème alinéa de l'article R.512-69 rappelé ci-dessus, l'inspection demande à Framatome arc, de lui adresser le rapport d'incident circonstancié, sous 3 mois, lequel devra présenter le plan d'actions pour estimer l'ampleur des éventuelles pollutions souterraines.

Les résultats de ces investigations seront également transmis à l'inspection, dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau d'extinction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de capacités de rétention enfouies de 900m³, pour la récupération des eaux d'extinction.</p> <p>Un nouveau calcul des besoins en eaux d'extinction incendie reste attendu par l'inspection. Ce calcul pourra être conduit suivant les règles du guide d'appui au dimensionnement des besoins en eau D9 de juin 2020, en particulier comme préconisé en son chapitre 4.2.</p> <p>Il permettra de déterminer les éventuelles ressources internes qu'il y aurait lieu de mettre en place, compte tenu des ressources externes existantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite